

DEPARTEMENT DE LA
CHARENTE MARITIME

ARRONDISSEMENT
DE ROCHEFORT

CANTON DE ROYAN

COMMUNE DE ROYAN

EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 15.053

L'An deux Mille Quinze, le 10 avril, à 18 h 00, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Didier QUENTIN, Député-Maire.

DATE DE LA CONVOCATION

Le 3 avril 2015

DATE D'AFFICHAGE

Le 3 avril 2015

ETAIENT PRÉSENTS : M. Didier QUENTIN, M. Patrick MARENGO, Mme Eliane CIRAUD-LANOUE, M. Philippe CAU, Mme Marie-Noëlle PELTIER, Mme Eva ROY, M. Gérard FILOCHE, Mme Marie-José DAUZIDOU, Mme Nelly SERRE, adjoints,

Mme Dominique BARRAUD DUCHÉRON, Mme Dominique BERGEROT, M. Didier BESSON, Mme Annie CHABANEAU, M. René-Luc CHABASSE, M. Jean-Paul CLECH, M. Daniel COASSIN, Mme Alexandra COUDIGNAC, Mme Marie-José DOUMECQ, M. Bernard GIRAUD, Mme Thérèse GORDON'S, M. Gérard JOUY, M. Alain LARRAIN, Mme Nancy LEFÈBVRE, M. Gilbert LOUX, M. Denis MOALLIC, Mme Dominique PARSIGNEAU, Mme Marie-Claire SEURAT, conseillers municipaux.

ETAIENT REPRÉSENTÉS : Mme Régine JOLY représentée par M. Denis MOALLIC
M. Pierre PAPEIX représenté par M. R-L. CHABASSE
M. Thierry ROGISTER représenté par M. Gérard JOUY
M. Michel SERVIT représenté par M. Patrick MARENGO
M. Yannick PAVON représenté par Mme Dominique BERGEROT

ETAIT ABSENTE-EXCUSÉE : Mme Florence DEAU

Nombre de conseillers en exercice : 33

Nombre de présents : 27

Nombre de votants : 32

Mme Marie-José DOUMECQ a été élue Secrétaire de Séance.

OBJET : Attribution d'une subvention et Approbation de la convention d'objectifs à conclure entre la Ville de Royan et l'Association « Garden Tennis Club » pour l'année 2015

RAPPORTEUR : M. BESSON

VOTE : UNANIMITÉ

La Commission « Sports », lors de sa séance du 31 mars 2015, a proposé d'attribuer une subvention de 25.650 € (vingt-cinq mille six cent cinquante euros) à l'Association « GARDEN TENNIS CLUB », pour l'année 2015.

Cette subvention étant supérieure à la somme de 23.000 euros il est nécessaire, conformément à la loi numéro 2000-321 du 12 avril 2000, de conclure une convention d'objectifs avec l'Association « GARDEN TENNIS CLUB ».

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'attribuer cette subvention, d'approuver la convention d'objectifs à conclure avec l'Association « GARDEN TENNIS CLUB » et d'autoriser Monsieur le Député-Maire ou Monsieur le Premier Adjoint, agissant par délégation, à la signer.

LE CONSEIL MUNICIPAL

- Ayant entendu l'exposé du Rapporteur,
- Vu le projet de convention,
- Vu l'avis de la Commission « Sports »
- Après en avoir délibéré,

DECIDE

- d'attribuer une subvention de 25.650 € (vingt-cinq mille six cent cinquante euros) à l'Association « GARDEN TENNIS CLUB », pour l'année 2015.
- d'approuver la convention d'objectifs à intervenir avec l'Association « GARDEN TENNIS CLUB ».
- d'imputer la dépense correspondante sur le budget de l'année en cours.
- d'autoriser Monsieur le Député-Maire ou Monsieur le Premier Adjoint, agissant par délégation, à signer la convention d'objectifs.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,
Ont signé au Registre les Membres présents,

Pour extrait conforme,

Certifié exécutoire
Compte tenu de l'accomplissement
des formalités légales
le 14 avril 2015

Pour le Député-Maire,
Et par délégation
Le Premier Adjoint
Patrick MARENGO



**CONVENTION GENERALE D'OBJECTIFS
ENTRE LA COLLECTIVITE ET L'ASSOCIATION
« GARDEN TENNIS CLUB »**

ENTRE

La Ville de ROYAN représentée par son Député-Maire en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 10 avril 2015, rendue exécutoire le 14 avril 2015 compte tenu de l'accomplissement des formalités légales,

D'UNE PART,

ET

L'Association « Garden Tennis Club », association loi de 1901, déclarée en sous préfecture de ROCHEFORT, sous le numéro 891705S, agréée comme association sportive par arrêté de Monsieur le Préfet de la CHARENTE-MARITIME, représentée par Monsieur Maxime LAHONDES, son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes,

ci-après désigné ***l'Association***,

D'AUTRE PART,

IL A TOUT D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

En exécution de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 1^{er} du décret 2001-495 du 6 janvier 2001, la commune et ***l'Association*** ont décidé de conclure, **pour l'année 2015**, une convention d'objectifs destinée à :

- Assurer la transparence des relations entre la commune et ***l'Association***,
- Définir les obligations réciproques des parties en délimitant l'engagement de la commune en fonction d'objectifs précis,
- Fixer les règles relatives au fonctionnement de ***l'Association*** et notamment celles relatives au respect des normes comptables et de gestion et aux modalités de contrôle des comptes et de l'activité de ***l'Association***.

Enfin, la commune souhaite au travers de cette subvention, affirmer sa volonté de promouvoir le développement de la pratique du sport en rappelant que la loi numéro 84.610 du 16 juillet 1984, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, dispose que le développement de ces activités est d'intérêt général et que leur pratique constitue un droit pour tous.

CECI EXPOSE, IL EST ARRETE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1

L'Association « Garden Tennis Club » est affiliée à la Fédération Française de Tennis, Fédération Unisport Olympique Délégitaire, qui a pour mission de promouvoir, d'organiser et de développer le tennis.

Dans ce cadre, **l'Association** tend à assurer la pratique du tennis sur le territoire communal au travers de la mise en œuvre d'une école de tennis, d'une école de sport, d'un secteur compétition, d'épreuves, de compétitions ou manifestations sportives et à promouvoir de quelque manière que ce soit.

Compte tenu de l'intérêt que présentent ces actions pour la politique sportive de la Ville de ROYAN, la collectivité a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers à **l'Association**.

ARTICLE 2

En contrepartie **l'Association**, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1^{er} janvier au 31 décembre, devra annuellement justifier du fonctionnement de ses activités conformément à la vocation arrêtée à l'article 1 ci-dessus.

En particulier, elle devra :

▪ **Indiquer :**

- le nombre d'adhérents en précisant les classes d'âge et les communes de résidence,
- le nombre d'enfants inscrits à l'école de tennis classés par âge et les communes de résidence,
- le nombre de stages organisés par **l'Association**, ainsi que le nombre d'heures affectés à cette activité,
- le nombre de stagiaires, en précisant les classes d'âge,
- le nombre de compétitions organisées dans le cadre du calendrier fédéral,
- le nombre d'inscrits lors des compétitions, en indiquant le nombre d'adhérents du club y participant,
- le nombre d'équipes engagées dans les championnats d'hiver, de printemps et de « jeunes »,
- le nombre de stages et de compétitions organisés en partenariat avec **l'Association** sur le site.

▪ Etablir un document synthétique retraçant de manière individualisée les activités de **l'Association** :

- « école de tennis »
- « école de sport »,
- « secteur de compétition »
- « organisation de compétitions »
- « activité d'hébergement »
- « activité de limonaderie-petite restauration »
- « organisation de stages »
- « enseignement de tennis »
- « recettes tirées de la mise en place de panneaux publicitaires »
- « recettes tirées de la mise à disposition de locaux »

Chacun de ces comptes comprenant le montant des ressources, des charges et des provisions pour chaque pôle d'activité.

- **Communiquer** à la Ville de ROYAN, **au plus tard le 30 avril** de l'année suivant la date de clôture du dernier exercice comptable, son compte de résultat (ou compte de dépenses et recettes) certifié par le Président ou le Trésorier ainsi que le rapport d'activité de l'année écoulée.
- **Fournir** régulièrement les procès-verbaux des assemblées générales et du Conseil d'Administration, ainsi que toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du Conseil d'Administration et du bureau.
- **Tenir** sa comptabilité par référence aux principes du Plan Comptable Général en vigueur et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur associatif.
- **Accepter** le contrôle de ses finances, de sa gestion et de l'utilisation des fonds publics par **la Ville**.
- **Mentionner** la participation financière de la Ville de ROYAN. **L'Association** fera figurer le logo-type téléchargeable sur le site internet : <http://www.ville-royan.fr> sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de l'aide communale précédé de la mention « avec le concours financier de ».

ARTICLE 3

La Ville s'engage à verser **la somme de 25.650 € (vingt-cinq mille six cent cinquante euros)**, qui sera versée à la signature de la présente convention.

ARTICLE 4

Au cas où **la Ville** considérerait que les objectifs assignés à **l'Association** ne sont pas réels ou suffisants dans leur mise en œuvre, elle mettra en demeure **l'Association**, par lettre recommandée avec accusé de réception, de s'y conformer. **La Ville** a la possibilité, en cas d'inexécution de la convention par **l'Association**, de suspendre le versement et/ou de demander un versement de la somme déjà attribuée.

ARTICLE 5

Les parties s'efforceront de résoudre tout différend relatif à l'exécution de la présente convention, soit pendant sa durée ou à l'issue de celle-ci. A défaut, ces différends sont soumis à l'appréciation du :

Tribunal Administratif de POITIERS

15 rue de Blossac

86000 POITIERS

☎ : 05.49.60.79.19

greffe.ta-poitiers@juradm.fr

Fait à ROYAN, le **16 JUN 2015**
en trois exemplaires originaux

Pour l'association,
Le Président,

Pour la Ville de ROYAN,
Pour le Député-Maire, par délégation,
Le Premier Adjoint,

Maxime LAHONDES



Patrick MARENGO